

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202948]

**4 AVRIL 2019.** — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière de création d'entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Economie et de la Formation,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1<sup>er</sup>, § 3, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, 10, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 11, 12, 14, alinéas 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 5, 6 et 20;

Vu l'arrêté ministériel du 8 mars 2017 portant exécution partielle, en matière d'économie, d'innovation et de numérique, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2017 portant exécution partielle, en matière de Formation professionnelle, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu le rapport du 12 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné 31 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné 15 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 5 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, entre autres, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3<sup>o</sup> le SPW EER : le Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche;

4<sup>o</sup> le porteur de projet : la personne définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016;

5<sup>o</sup> l'entreprise : toute personne physique ou morale définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016 qui ne relève pas des secteurs suivants :

a) le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL : 03.);

b) le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL: 01.1 à 01.5);

6<sup>o</sup> le prestataire de services : la personne physique ou morale visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016;

7<sup>o</sup> la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016, accessible à l'adresse [www.cheques-entreprises.be](http://www.cheques-entreprises.be).

**Art. 3.** Les dossiers relatifs aux aides du portefeuille intégré sont traités par tout agent de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

La décision de recevabilité, de paiement, de contrôle et de recouvrement des aides du portefeuille intégré relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

**Art. 4.** Les chèques de la thématique « création d'entreprise » ont pour finalité de soutenir le bénéficiaire dans la création d'entreprises, tant au travers de la formation et de l'accompagnement que du conseil pour la phase de création mais aussi pour la phase de post-crédation, une fois l'entreprise créée, pour viabiliser et conforter les démarches liées à celle-ci.

Cette thématique est composée de deux chèques :

- 1° le chèque « formation à la création d'entreprise »;
- 2° le chèque « conseil à la création d'entreprise ».

Ils sont accessibles aux porteurs de projets et aux entreprises tel qu'indiqué à l'article 2.

Le montant total de l'intervention publique octroyée par bénéficiaire sur trois années dans le cadre des différents chèques de cette thématique est limité à 15.000 euros.

#### CHAPITRE II. — Chèque « formation à la création d'entreprise »

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le chèque « formation à la création d'entreprise » est destiné à couvrir les frais de :

1° la formation préparatoire suivie par un porteur de projet ou une entreprise en rapport avec la création d'entreprise;

2° l'accompagnement à la création d'entreprise : l'accompagnement personnalisé visant à améliorer les performances du porteur de projet ou de l'entreprise en ce qui concerne la création d'entreprise.

§ 2. Pour bénéficier de l'intervention publique, l'entreprise remplit les conditions suivantes :

1° attester par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise que son projet se rapporte à la création d'un établissement ou à la diversification de l'activité d'un établissement, et que la nouvelle activité n'est pas identique ni similaire à celle exercée précédemment au sein de l'établissement;

2° s'engager à ce que les bénéficiaires directement liés aux prestations soient les personnes physiques investies d'un pouvoir général de gestion ou de représentation de l'entreprise.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Les coûts admissibles couverts par le chèque « formation à la création d'entreprise » relèvent du pilier « formation » du portefeuille électronique du bénéficiaire.

Les coûts admissibles dans le cadre du chèque formation à la création d'entreprise sont :

1° les frais de personnel des prestataires de services, pour les heures durant lesquelles la formation ou au coaching sont dispensés;

2° les frais directs des prestataires de services directement liés aux prestations tels que les frais de déplacement, les dépenses de matériaux et de fournitures, l'amortissement des instruments et des équipements, au prorata de leur utilisation exclusive pour les prestations, à l'exception des coûts d'aménagement excepté les coûts d'aménagement minimaux nécessaires pour les porteurs de projet qui sont des travailleurs handicapés,

3° les frais directs des bénéficiaires directement liés aux prestations tels que les frais de déplacement et les dépenses de matériaux et de fournitures,

4° les coûts indirects qui sont estimés à 25 % du montant des frais directs.

Les coûts induits directement par la demande de chèque « formation à la création d'entreprise » ne sont pas éligibles.

§ 2. Les coûts admissibles visés au paragraphe 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être identiques et récurrents.

L'intervention publique octroyée par bénéficiaire est limitée à trente-six mois à dater de la recevabilité du premier dossier.

Les prestations de services comprenant les coûts admissibles visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont réalisées dans les trente six mois à dater de la recevabilité du dossier.

§ 3. Le pourcentage de l'aide du portefeuille électronique relative aux coûts admissibles visés au paragraphe 1<sup>er</sup> est de quatre-vingt pourcent pour les porteurs de projet et les entreprises.

§ 4. Dans la limite des plafonds visés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles visés au paragraphe 1<sup>er</sup> est de 6.000 euros sur trois années.

**Art. 7.** Conformément à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, le prestataire de service joint à sa facture un rapport d'exécution qui contient au moins les informations suivantes :

- 1° les coordonnées du porteur de projet ou de l'entreprise;
- 2° les coordonnées du prestataire de services agréé ainsi que son numéro de compte bancaire;
- 3° en cas de sous-traitance, les coordonnées du sous-traitant ainsi que ces dates de prestation;
- 4° la référence du dossier;
- 5° l'intitulé de la prestation;
- 6° la description des tâches et principaux livrables;
- 7° la description du contexte de la mission;
- 8° le type de prestation;
- 9° la finalité du projet du porteur de projet ou de l'entreprise;
- 10° la date et le numéro de la facture ainsi que le montant éligible de la facture, hors T.V.A.;
- 11° la signature du prestataire de services ou de son représentant légal;
- 12° la signature du porteur de projet ou de l'entreprise;
- 13° la date et le lieu de signature du rapport d'exécution;
- 14° le lieu de formation, de la prestation.

Le prestataire de service joint également au rapport d'exécution la liste de présence datée et signée de manière manuscrite pour chaque prestation exécutée dans le cadre du chèque « formation à la création d'entreprise » dont le modèle est déterminé par l'Administration.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Seuls les prestataires agréés par le SPW EER peuvent réaliser les prestations du chèque « formation à la création d'entreprise ».

Les prestataires de service sont agréés pour un volume horaire maximum de cent-cinq heures par porteurs de projet.

Un prestataire de services ne peut pas réaliser une prestation visée par le présent arrêté pour une entreprise dans laquelle il est impliqué de quelque manière que ce soit dans la gestion ou le contrôle.

§ 2. Conformément à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, le porteur de projet ou l'entreprise établit une convention de prestation avec un prestataire de services qui contient au moins les informations suivantes :

- 1° les coordonnées du porteur de projet ou de l'entreprise;
- 2° les coordonnées du prestataire de services agréé;
- 3° la référence du dossier;
- 4° une description détaillée de la prestation de services sollicitée et du planning des prestations;
- 5° en cas de sous-traitance, les coordonnées du sous-traitant ainsi que ses dates de prestation;
- 6° le coût total de la prestation de services, hors T.V.A. ainsi que le montant de l'intervention publique sollicitée, hors T.V.A. et la quote-part bénéficiaire, hors TVA;
- 7° la signature du prestataire de services ou de son représentant légal;
- 8° la signature du porteur de projet ou de l'entreprise;
- 9° la date et lieu de signature de la convention;
- 10° le lieu de formation ou du coaching

**Art. 9.** Sans préjudice du contrôle effectué par l'Administration conformément à l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, la surveillance et le contrôle du décret du 21 décembre 2016 et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément au décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnelles.

#### CHAPITRE III. — Chèque « conseil à la création d'entreprise »

**Art. 10.** Le chèque « conseil à la création d'entreprise » a pour finalité de couvrir les frais initiés dans le cadre du démarrage d'activité économique, d'une part, par un porteur de projet pour lui permettre de créer une entreprise et, d'autre part, par une entreprise pour viabiliser et conforter les démarches liées à sa création.

**Art. 11.** Les coûts admissibles couverts par le chèque « conseil à la création d'entreprise » relèvent du pilier « conseil » du portefeuille électronique du bénéficiaire.

Le chèque « conseil à la création d'entreprise » est composé :

- 1° d'un kit de création;
- 2° d'une aide « amorçage innovation »;
- 3° d'une aide « post-crétation ».

Les coûts admissibles couverts au travers du kit de création visé à l'alinéa 2, 1°, sont :

- 1° les frais de consultance pour la réalisation d'une étude de faisabilité ayant pour objet la création de l'entreprise;
- 2° les frais de consultance pour l'établissement d'un plan d'affaires ayant pour objet la création de l'entreprise;
- 3° les frais de consultance pour la réalisation ou l'acquisition d'une étude de marché ayant pour objet la création de l'entreprise;
- 4° les frais de consultance pour la détermination d'une structure juridique ayant pour objet la création de l'entreprise;
- 5° les frais de consultance liés à la préparation d'un dossier de financement en vue d'une levée de fonds dans le cadre de la création de l'entreprise;
- 6° les frais de consultance liés à la rédaction d'un plan de communication prévu dans le plan d'affaires ayant pour objet la création de l'entreprise;
- 7° les frais de mobilisation et d'animation des coopérateurs et investisseurs dans le cadre de la création de l'entreprise.

Les coûts admissibles couverts au travers de l'aide « amorçage innovation » visée à l'alinéa 2, 2°, sont :

1° les frais de consultance prévus dans le plan d'affaires ayant pour objet la création de l'entreprise répondant aux besoins du porteur de projet ou de l'entreprise en matière de validation et d'appui technologique, notamment la réalisation de prototypes;

2° les frais de consultance prévus dans le plan d'affaires ayant pour objet la création de l'entreprise répondant aux besoins du porteur de projet ou de l'entreprise en matière de propriété intellectuelle;

3° les frais de consultance et d'accompagnement prévus dans le plan d'affaires ayant pour objet la création de l'entreprise répondant aux besoins du porteur de projet ou de l'entreprise en matière de gestion d'innovation notamment via le recours à des méthodes spécifiques de gestion de l'innovation, incluant éventuellement la réalisation d'un produit minimum viable;

4° les frais de consultance juridique et financière prévus dans le plan d'affaires ayant pour objet la création de l'entreprise dans le cadre d'un transfert.

Les coûts admissibles couverts au travers de l'aide « post-crétation » visée à l'alinéa 2, 3°, sont les frais de consultance répondant aux besoins spécifiques visant à viabiliser et conforter les démarches liées à la création de l'entreprise, durant une période post-crétation, définie comme la période de trois ans maximum à compter de la date de l'enregistrement de la société auprès de la BCE.

**Art. 12.** Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles du chèque « conseil à la création d'entreprise » est de quatre-vingt pourcent.

Le montant total de l'intervention publique octroyée par bénéficiaire sur trois années dans le cadre des chèques « conseil à la création d'entreprise » est limité à 15.000 euros.

L'intervention publique octroyée par bénéficiaire est limitée à trente-six mois à dater de la recevabilité du premier dossier.

Les prestations de services sont réalisées dans les douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

**Art. 13.** Lors de l'introduction, le dossier contient les documents suivants :

1° la demande de chèque générée par la plateforme;

2° la convention entre bénéficiaire et prestataire générée par la plateforme. Cette dernière peut être complétée par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée.;

3° l'attestation de minimis;

4° l'attestation PME.

Lors de la clôture du chèque, le dossier contient les documents suivants :

1° le rapport de prestations généré par la plateforme. Ce dernier peut être complété par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée.;

2° la facture émise par le prestataire.

La demande introduite par un porteur de projet ne doit pas contenir les documents repris au § 1<sup>er</sup>, 3° & 4°

**Art. 14.** Seuls les prestataires labellisés par le SPW EER, après avis du centre de référence et, le cas échéant d'un centre d'avis spécifique, conformément à l'article 10 du décret du 21 décembre 2016 et aux articles 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, peuvent réaliser les prestations du chèque « conseil à la création d'entreprise ».

Un prestataire de services ne peut pas réaliser une prestation visée par le présent arrêté pour une entreprise dans laquelle il est impliqué de quelque manière que ce soit dans la gestion ou le contrôle.

**Art. 15.** Dans le cadre du chèque « conseil à la création d'entreprise », outre les éléments minimaux demandés à l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, le prestataire joint à sa facture un rapport d'exécution qui contient au moins les informations suivantes :

1° le planning détaillé des jours effectifs de prestation;

2° en cas de sous-traitance, l'identité du sous-traitant ainsi que ses dates de prestation;

3° le cas échéant, une distinction entre les prestations effectuées dans le cadre de la convention et celles qui le sont en dehors de la convention, comme notamment les frais de déplacement;

4° la mention :

"Le montant de ..... euros, correspondant au chèque n° [numéro du chèque], sera acquitté par l'émetteur de chèque, ventilé entre une intervention publique de ..... euros et une quote-part versée par le bénéficiaire de ..... euros.

Le solde à payer s'élève donc à.... euros et correspond à..... (ex. : la TVA, les frais de déplacement,...)."

**Art. 16.** Conformément au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, dans le cadre du contrôle et du recouvrement prévu à la section 6 du chapitre 1<sup>er</sup> du décret du 21 décembre 2016, le SPW EER peut demander tout document utile prouvant que l'aide est utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 17.** L'arrêté ministériel du 8 mars 2017 portant exécution partielle, en matière d'économie, d'innovation et de numérique, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, modifié par les arrêtés ministériels des 4 juillet 2017 et 21 décembre 2017 est abrogé.

**Art. 18.** Dans l'arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière de Formation professionnelle, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, sont abrogés :

1° l'article 2, 9°;

2° les articles 3 et 4.

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le 8 avril 2019.

Namur, le 4 avril 2019.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202948]

**4. APRIL 2019 — Ministerieller Erlass zur Teilausführung im Bereich der Unternehmensgründung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio**

Der Minister für Wirtschaft und Ausbildung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffern 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 Ziffern 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 3 Ziffern 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 14 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 6 und Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, 6 und 20;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 8. März 2017 zur Teilausführung in den Bereichen Wirtschaft, Innovation und digitale Technologien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 29. Juni 2017 zur Teilausführung im Bereich der Berufsausbildung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des Berichts vom 12. Dezember 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 31. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 5. Februar 2019 beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

**KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen**

**Artikel 1** - Vorliegendes Dekret regelt aufgrund von Artikel 138 der Verfassung u.a. eine in Artikel 127 § 1 der Letzteren erwähnte Angelegenheit.

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

3° ÖDW WBF: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

4° Projektträger: die Person im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 21. Dezember 2016;

5° Unternehmen: jede natürliche oder juristische Person im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, die nicht zu den folgenden Sektoren gehört:

a) Fischerei und Aquakultur (NACE-BEL Code: 03);

b) Primärerzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen (NACE-BEL Code: 01.1 bis 01.5);

6° Diensteanbieter: die natürliche oder juristische Person nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 7 des Dekrets vom 21. Dezember 2016;

7° Internetplattform: die webbasierte Anwendung nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, die unter [www.cheques-entreprises.be](http://www.cheques-entreprises.be) zugänglich ist.

**Art. 3** - Die Akten über Beihilfen aus dem integrierten Portfolio werden von jedem Bediensteten der Stufe A, B, C oder D im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von Beihilfen aus dem integrierten Portfolio unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

**Art. 4** - Ziel der Schecks aus dem Themenfeld "Unternehmensgründung" ist es, den Leistungsempfänger bei der Unternehmensgründung zu unterstützen, und zwar sowohl durch Ausbildungs-, Betreuungs- als auch Beratungsmaßnahmen im Hinblick auf die Gründungsphase, aber auch während der Nachgründungsphase, d.h. nachdem das Unternehmen gegründet wurde, um die mit dieser letzteren Phase verbundenen Schritte zu sichern und zu stützen.

Dieses Themenfeld besteht aus zwei Schecks:

1° dem Scheck "Ausbildung zur Unternehmensgründung";

2° dem Scheck "Beratung zur Unternehmensgründung".

Sie gelten den Projektträgern und Unternehmen, so wie sie in Artikel 2 bezeichnet sind.

Der Gesamtbetrag der öffentlichen Beteiligung, die pro Leistungsempfänger über drei Jahre im Rahmen der verschiedenen Schecks dieses Themenfelds gewährt wird, wird auf 15.000 Euro begrenzt.

#### KAPITEL II — Scheck "Ausbildung zur Unternehmensgründung"

**Art. 5** - § 1. Der Scheck "Ausbildung zur Unternehmensgründung" ist zur Kostendeckung folgender Maßnahmen bestimmt:

1° die vorbereitende Ausbildung, an der ein Projektträger oder ein Unternehmen im Zusammenhang mit der Unternehmensgründung teilnimmt;

2° die Betreuung im Rahmen der Unternehmensgründung: die persönliche Betreuung mit dem Zweck, die Effizienz des Projektträgers oder des Unternehmens im Bereich der Unternehmensgründung zu verbessern.

§ 2. Um in den Genuss der öffentlichen Beteiligung zu gelangen, erfüllt das Unternehmen die folgenden Bedingungen:

1° durch eine ehrenwörtliche Erklärung der für das Unternehmen verantwortlichen Person bescheinigen, dass sein Projekt sich auf die Gründung einer Niederlassung oder auf die Diversifizierung der Tätigkeit einer Niederlassung bezieht und dass die neue Tätigkeit weder identisch noch vergleichbar ist mit derjenigen, die vorher innerhalb der Niederlassung ausgeübt wurde;

2° dafür einstehen, dass es sich bei den Leistungsempfängern, die in direktem Zusammenhang mit der Leistungserbringung stehen, um die natürlichen Personen handelt, die mit einer allgemeinen Befugnis zur Geschäftsführung oder Vertretung des Unternehmens betraut worden sind.

**Art. 6** - § 1. Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Scheck "Ausbildung zur Unternehmensgründung" gedeckt werden, fallen unter den Pfeiler "Ausbildung" des elektronischen Portfolios des Leistungsempfängers.

Die beihilfefähigen Kosten im Rahmen des Schecks für die Ausbildung zur Unternehmensgründung sind folgende:

1° die Personalkosten der Diensteanbieter für die Stunden, während denen die Ausbildung oder das Coaching erteilt wird;

2° die direkten Kosten der Diensteanbieter, die in direktem Zusammenhang mit der Leistungserbringung stehen, wie z.B. die Fahrtkosten, die Aufwendungen für Material und Bedarfsmittel, die Abschreibung von Werkzeugen und Ausrüstungsgegenständen im Verhältnis zu deren tatsächlichen Verwendung für die Leistungserbringung mit Ausnahme der Einrichtungskosten, abgesehen von den erforderlichen Mindestanpassungskosten für Projektträger, die behinderte Arbeitnehmer sind;

3° die direkten Kosten der Leistungsempfänger, die in direktem Zusammenhang mit der Leistungserbringung stehen, wie z.B. die Fahrtkosten und die Aufwendungen für Material und Bedarfsmittel;

4° die indirekten Kosten, geschätzt auf 25 % des Betrags der direkten Kosten.

Die durch die Beantragung eines Schecks "Ausbildung zur Unternehmensgründung" direkt entstandenen Kosten kommen nicht in Betracht für die Beihilfe.

§ 2. Bei den beihilfefähigen Kosten nach § 1 darf es sich nicht um identische wiederkehrende Kosten handeln.

Die pro Leistungsempfänger gewährte öffentliche Beteiligung wird auf sechsunddreißig Monate ab dem Datum der Zulässigkeit der ersten Akte begrenzt.

Die Dienstleistungen, die die beihilfefähigen Kosten nach § 1 umfassen, werden binnen sechsunddreißig Monaten ab dem Datum der Zulässigkeit der Akte erbracht.

§ 3. Der Prozentsatz der Beihilfe aus dem elektronischen Portfolio, die die beihilfefähigen Kosten nach § 1 betrifft, entspricht achtzig Prozent für die Projektträger und Unternehmen.

§ 4. Im Rahmen der in Artikel 4 § 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 genannten Obergrenzen beläuft sich der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten nach § 1 auf 6.000 Euro über drei Jahre.

**Art. 7** - In Übereinstimmung mit Artikel 20 § 1 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 fügt der Diensteanbieter seiner Rechnung einen Bericht über die Erbringung der Dienstleistung bei, der mindestens die folgenden Informationen enthält:

1° Kontaktdaten des Projektträgers oder des Unternehmens;

2° Kontaktdaten des zugelassenen Diensteanbieters sowie seine Bankkontonummer;

3° im Falle der Vergabe an einen Subunternehmer, Kontaktdaten des Subunternehmers sowie die von ihm geleisteten Tage;

4° Bezugszeichen der Akte;

- 5° Bezeichnung der Leistung;
- 6° Beschreibung der Aufgaben und der Hauptvorgaben;
- 7° Beschreibung des Kontexts des Auftrags;
- 8° Leistungsform;
- 9° Projektziel des Projektträgers oder des Unternehmens;
- 10° Datum und Nummer der Rechnung sowie beihilfefähiger Rechnungsbetrag außer MwSt.;
- 11° Unterschrift des Diensteanbieters oder seines gesetzlichen Vertreters;
- 12° Unterschrift des Projektträgers oder des Unternehmens;
- 13° Datum und Ort der Unterzeichnung des Berichts über die Erbringung der Dienstleistung;
- 14° Ausbildungs- und Leistungsort.

Für jede Leistung, die im Rahmen des Schecks "Ausbildung zur Unternehmensgründung" erbracht wurde, fügt der Diensteanbieter dem Bericht über die Erbringung der Dienstleistung ebenfalls die handschriftlich datierte und unterzeichnete Anwesenheitsliste bei, deren Muster von der Verwaltung bestimmt wird.

**Art. 8 - § 1.** Die Leistungen des Schecks "Ausbildung zur Unternehmensgründung" dürfen nur von Diensteanbietern erbracht werden, die vom ÖDW WBF zugelassen sind.

Die Diensteanbieter werden für eine maximale Stundenanzahl von einhundertfünf Stunden pro Projektträger zugelassen.

Ein Diensteanbieter darf keine Leistungen im Sinne des vorliegenden Erlasses für ein Unternehmen erbringen, in dessen Verwaltung oder Kontrolle er irgendeine Rolle spielt.

§ 2. In Übereinstimmung mit Artikel 16 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 erstellt der Projektträger oder das Unternehmen eine Leistungsvereinbarung mit einem Diensteanbieter, die folgende Informationen enthält:

- 1° Kontaktdaten des Projektträgers oder des Unternehmens;
- 2° Kontaktdaten des zugelassenen Diensteanbieters;
- 3° Bezugszeichen der Akte;
- 4° eine ausführliche Beschreibung der beantragten Dienstleistung und die entsprechende Planung;
- 5° im Falle der Vergabe an einen Subunternehmer, Kontaktdaten des Subunternehmers sowie die von ihm geleisteten Tage;
- 6° Gesamtkosten für die Dienstleistung außer MwSt. sowie Betrag der beantragten öffentlichen Beteiligung außer MwSt., und Anteil des Leistungsempfängers außer MwSt.;
- 7° Unterschrift des Diensteanbieters oder seines gesetzlichen Vertreters;
- 8° Unterschrift des Projektträgers oder des Unternehmens;
- 9° Datum und Ort der Unterzeichnung der Vereinbarung;
- 10° Ort der Ausbildung oder des Coaching.

**Art. 9 -** Unbeschadet der Kontrolle durch die Verwaltung nach Artikel 23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 werden die Überwachung und die Kontrolle des Dekrets vom 21. Dezember 2016 und dessen Durchführungserlasse gemäß dem Dekret vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der beruflichen Umschulung oder Nachschulung ausgeübt.

### KAPITEL III — Scheck "Beratung zur Unternehmensgründung"

**Art. 10 -** Ziel des Schecks "Beratung zur Unternehmensgründung" ist es, die Aufwendungen zu decken, die im Rahmen des Starts einer Geschäftstätigkeit einerseits von einem Projektträger mit dem Zweck, ein Unternehmen gründen zu können, und andererseits von einem Unternehmen mit dem Zweck, die mit seiner Gründung verbundenen Schritte zu sichern und zu stützen, getätigt werden.

**Art. 11 -** Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Scheck "Beratung zur Unternehmensgründung" gedeckt werden, fallen unter den Pfeiler "Beratung" des elektronischen Portfolios des Leistungsempfängers.

Der Scheck "Beratung zur Unternehmensgründung" besteht aus:

- 1° einem Gründungspaket;
- 2° einer Beihilfe "Anlauf Innovation";
- 3° einer Beihilfe "Nachgründung".

Die durch das Gründungspaket nach Absatz 2 Ziffer 1 abgedeckten beihilfefähigen Kosten sind folgende:

- 1° Beratungskosten für die Erstellung einer Durchführbarkeitsstudie betreffend die Gründung des Unternehmens;
- 2° Beratungskosten für die Erstellung eines Geschäftsplans betreffend die Gründung des Unternehmens;
- 3° Beratungskosten für die Erstellung oder den Erwerb einer Marktstudie betreffend die Gründung des Unternehmens;
- 4° Beratungskosten für die Festlegung einer Rechtsstruktur betreffend die Gründung des Unternehmens;
- 5° Beratungskosten im Zusammenhang mit der Vorbereitung einer Akte über die Finanzierung mit dem Zweck, Geldmittel im Rahmen der Gründung des Unternehmens zu beschaffen;
- 6° Beratungskosten im Zusammenhang mit der Verfassung eines im Geschäftsplan betreffend die Gründung des Unternehmens vorgesehenen Kommunikationsplans;
- 7° Kosten für die Mobilisierung und Animierung der Mitwirkenden und Investoren im Rahmen der Gründung des Unternehmens.

Die durch die Beihilfe "Anlauf Innovation" nach Absatz 2 Ziffer 2 abgedeckten beihilfefähigen Kosten sind folgende:

1° die im Geschäftsplan betreffend die Gründung des Unternehmens vorgesehenen Beratungskosten, die dem Bedarf des Projektträgers oder des Unternehmens in Sachen Validierung und technologische Unterstützung, insbesondere die Herstellung von Prototypen, begegnen;

2° die im Geschäftsplan betreffend die Gründung des Unternehmens vorgesehenen Beratungskosten, die dem Bedarf des Projektträgers oder des Unternehmens in Sachen geistiges Eigentum begegnen;

3° die im Geschäftsplan betreffend die Gründung des Unternehmens vorgesehenen Beratungs- und Betreuungskosten, die dem Bedarf des Projektträgers oder des Unternehmens in Sachen Innovationsmanagement begegnen, insbesondere durch den Einsatz von spezifischen Methoden des Innovationsmanagements, die eventuell die Herstellung eines wirtschaftlich tragfähigen Minimalprodukts einschließen;

4° die im Geschäftsplan betreffend die Gründung des Unternehmens vorgesehenen Rechts- und Finanzberatungskosten im Rahmen einer Übertragung.

Die durch die Beihilfe "Nachgründung" nach Absatz 2 Ziffer 3 abgedeckten beihilfefähigen Kosten sind die Beratungskosten, die der spezifischen Notwendigkeit begegnen, während einer Nachgründungsperiode, die als eine Periode mit einer Dauer von maximal drei Jahren ab dem Datum der Registrierung der Gesellschaft bei der ZDU zu verstehen ist, die mit der Gründung des Unternehmens verbundenen Schritte zu sichern und zu stützen.

**Art. 12** - Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten des Schecks "Beratung zur Unternehmensgründung" entspricht achtzig Prozent.

Der Gesamtbetrag der öffentlichen Beteiligung, die pro Leistungsempfänger über drei Jahre im Rahmen der Schecks "Beratung zur Unternehmensgründung" gewährt wird, wird auf 15.000 Euro begrenzt.

Die pro Leistungsempfänger gewährte öffentliche Beteiligung wird auf sechsunddreißig Monate ab dem Datum der Zulässigkeit der ersten Akte begrenzt.

Die Dienstleistungen werden binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht.

**Art. 13** - Bei der Einreichung enthält die Akte folgende Dokumente:

1° den aus der Plattform entstandenen Scheckantrag;

2° die aus der Plattform entstandene Vereinbarung zwischen dem Leistungsempfänger und dem Diensteanbieter. Letztere kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;

3° die De-minimis-Bescheinigung;

4° die KMU-Bescheinigung.

Beim Abschluss des Schecks enthält die Akte folgende Dokumente:

1° den aus der Plattform entstandenen Leistungsbericht; Letzterer kann um für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden;

2° die vom Diensteanbieter ausgestellte Rechnung.

Der von einem Projektträger eingereichte Antrag muss nicht die in § 1 Ziffern 3 und 4 genannten Dokumente enthalten.

**Art. 14** - In Übereinstimmung mit Artikel 10 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 und den Artikeln 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 dürfen nur die vom ÖDW WBF nach Stellungnahme des Referenzzentrums und ggf. eines spezifischen Beratungszentrums zertifizierten Diensteanbieter die Leistungen des Schecks "Beratung zur Unternehmensgründung" erbringen.

Ein Diensteanbieter darf keine Leistungen im Sinne des vorliegenden Erlasses für ein Unternehmen erbringen, in dessen Verwaltung oder Kontrolle er irgendeine Rolle spielt.

**Art. 15** - Im Rahmen des Schecks "Beratung zur Unternehmensgründung" fügt der Diensteanbieter seiner Rechnung neben den in Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 verlangten Mindestangaben einen Bericht über die Erbringung der Dienstleistung bei, der mindestens die folgenden Informationen enthält:

1° den detaillierten Zeitplan der tatsächlich geleisteten Tage;

2° im Falle der Vergabe an einen Subunternehmer, die Kontaktdaten des Subunternehmers sowie die von ihm geleisteten Tage;

3° gegebenenfalls eine Unterscheidung zwischen den Leistungen, die im Rahmen der Vereinbarung und denjenigen, die außerhalb der Vereinbarung, wie insbesondere die Fahrtkosten, erbracht wurden;

4° den Hinweis:

"Der Betrag von.... Euro, welcher dem Scheck mit Nr. [Nummer des Schecks] entspricht, wird vom Scheckaussteller entrichtet werden, wobei sich dieser Betrag aus einer öffentlichen Beteiligung von..... Euro und einem vom Leistungsempfänger überwiesenen Anteil von.... Euro zusammensetzt.

Der zu zahlende Restbetrag beläuft sich demnach auf.... Euro und entspricht..... (etwa MWSt, Fahrtkosten,...)."

**Art. 16** - In Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten kann der ÖDW WBF im Rahmen der Kontrolle und Beibehaltung nach Kapitel 1 Abschnitt 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 jedes nützliche Dokument zum Nachweis dafür verlangen, dass die Beihilfe zu den Zwecken verwendet wird, für die sie gewährt worden ist.

#### KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

**Art. 17** - Der Ministerielle Erlass vom 8. März 2017 zur Teilausführung in den Bereichen Wirtschaft, Innovation und digitale Technologien des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 4. Juli 2017 und 21. Dezember 2017, wird aufgehoben.



**Art. 18** - Im Ministeriellen Erlass zur Teilausführung im Bereich der Berufsausbildung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio werden folgende Artikel aufgehoben:

1° Artikel 2 Ziffer 9;

2° Artikel 3 und 4.

**Art. 19** - Der vorliegende Erlass tritt am 8. April 2019 in Kraft.

Namur, den 4. April 2019

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202948]

**4 APRIL 2019. — Ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake oprichting van ondernemingen, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille**

De Minister van Economie en Vorming,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 1, § 3, 1°, 3° en 4°, 2, eerste lid, 6, § 1, derde lid, en § 2, lid 1 en 2, 1° en 2°, 7, § 1, eerste lid, en § 2, lid 1 en 3, 1° en 2°, 9, § 1, eerste lid 1, en § 2, 10, § 2, lid 1 en 2, en § 3, eerste lid, 11, 12, 14, leden 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en 2, 37 en 38, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 5, 6 en 20;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 maart 2017 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake economie, innovatie en digitale technologieën, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 juni 2017 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake beroepsopleiding, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het verslag van 12 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 januari 2019;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 maart 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 5 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit besluit regelt met name, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 21 december 2016 : het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

2° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 : het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

3° de "SPW EER": de "Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek);

4° projectontwikkelaar: de persoon bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 1°, van het decreet van 21 december 2016;

5° onderneming: elke natuurlijke of rechtspersoon bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 2°, van het decreet van 21 december 2016 die niet onder de volgende sectoren valt:

a) de sector visvangst en aquacultuur (NACE-BEL-code: 03.);

b) de sector primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL-code: 01.01 tot 01.5);

6° dienstverlener: de natuurlijke of rechtspersoon bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 7°, van het decreet van 21 december 2016;

7° webplatform: de webapplicatie, bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 6°, van het decreet van 21 december 2016, toegankelijk op het adres [www.cheques-entreprises.be](http://www.cheques-entreprises.be).

**Art. 3.** De dossiers in verband met de steun van het geïntegreerd portfolio worden behandeld door elk personeelslid van niveau A, B, C of D zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

De beslissing met betrekking tot de ontvankelijkheid, uitbetaling, controle en invordering van de steun van het geïntegreerd portfolio behoort tot elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

**Art. 4.** De cheques voor de thematiek "oprichting van onderneming" hebben tot doel de begunstigde te steunen in de oprichting van ondernemingen, zowel via de opleiding en begeleiding als het advies voor de oprichtingsfase, maar ook voor de fase van opvolging na de oprichting van de onderneming, om de stappen die daarmee verbonden zijn te steunen en duurzaam te maken.

Die thematiek omvat twee cheques:

1° de "opleidingscheque voor de oprichting van een onderneming";

2° de "adviescheque voor de oprichting van een onderneming";

Ze zijn toegankelijk voor projectontwikkelaars en ondernemingen zoals vermeld in artikel 2.

Het totale bedrag van de overheidssteun die over een periode van drie jaar per begunstigde wordt toegekend in het kader van de verschillende cheques van die thematiek is beperkt tot 15.000 euro.

#### HOOFDSTUK II. — *De "opleidingscheque voor de oprichting van een onderneming"*

**Art. 5.** § 1. De "opleidingscheque voor de oprichting van een onderneming" dient om de volgende kosten te dekken:

1° de voorbereidende opleiding gevolgd door een projectontwikkelaar of een onderneming in verband met de oprichting van een onderneming;

2° de begeleiding bij de oprichting van een onderneming: de gepersonaliseerde begeleiding om de prestaties van de projectontwikkelaar of de onderneming te verbeteren in verband met de oprichting van een onderneming.

§ 2. De onderneming dient aan de volgende voorwaarden te voldoen om aanspraak te maken op de overheidssteun:

1° bevestigen door middel van een verklaring op erewoord van de bedrijfsleider dat het project betrekking heeft op de oprichting van een vestiging of de diversificatie van de activiteiten van een vestiging en dat de nieuwe activiteit niet dezelfde of een soortgelijke activiteit is als die die voorheen binnen de vestiging uitgeoefend werd;

2° zich ertoe verbinden ervoor te zorgen dat de begunstigten die rechtstreeks met de dienstverleningen verbonden zijn, natuurlijke personen zijn die over een algemene bestuurs- of vertegenwoordigingsbevoegdheid van de onderneming beschikken.

**Art. 6.** § 1. De in aanmerking komende kosten die door de "opleidingscheque voor de oprichting van een onderneming" gedekt worden, vallen onder de pijler "opleiding" van de elektronische portfolio van de begunstigde.

De in aanmerking komende kosten in het kader van de opleidingscheque voor de oprichting van een onderneming zijn de volgende:

1° de personeelskosten van de dienstverleners, voor de uren waarin ze aan de opleiding of aan de coaching deelnemen;

2° de directe kosten van de dienstverleners die rechtstreeks met de dienstverlening verband houden, zoals de reiskosten, de kosten voor materiaal en benodigdheden, de afschrijving van werktuigen en uitrusting, voor zover deze uitsluitend voor de dienstverlening worden gebruikt, met uitzondering van de inrichtingskosten, afgezien van de minimale inrichtingskosten die nodig zijn voor de projectontwikkelaars die gehandicapte werknemers zijn,

3° de directe kosten van de begunstigten die rechtstreeks met de dienstverlening verband houden zoals de reiskosten en de kosten voor materiaal en benodigdheden,

4° de indirecte kosten die op 25 % van het bedrag van de directe kosten geraamd worden.

De kosten die rechtstreeks voortvloeien uit de aanvraag van een "opleidingscheque voor de oprichting van een onderneming" komen niet in aanmerking.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde in aanmerking komende kosten mogen niet identiek, noch terugkerend zijn.

De per begunstigde toegekende overheidssteun is beperkt tot 36 maanden vanaf de datum van ontvankelijkheid van het eerste dossier.

De dienstverleningen die de in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 1 omvatten moeten binnen de 36 maanden te rekenen van de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

§ 3. Het percentage van de steun van de elektronische portfolio betreffende de in paragraaf 1 bedoelde in aanmerking komende kosten bedraagt tachtig % voor de projectontwikkelaars en ondernemingen.

§ 4. Binnen de perken van de plafonds bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, bedraagt het maximumbedrag van de overheidssteun in de tenlasteneming van de in paragraaf 1 bedoelde in aanmerking komende kosten 6000 euro over drie jaar.

**Art. 7.** Overeenkomstig artikel 20, § 1, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, voegt de dienstverlener bij zijn factuur een uitvoeringsverslag dat ten minste de volgende gegevens bevat :

- 1° de gegevens van de projectontwikkelaar of de onderneming;
- 2° de gegevens van de erkende dienstverlener alsook die van zijn bankrekeningnummer;
- 3° in geval van onderaanneming, de gegevens van de onderaannemer alsook de datums van dienstverlening;
- 4° het referentienummer van het dossier;
- 5° de benaming van de dienstverlening;
- 6° de beschrijving van de taken en van de voornaamste te leveren prestaties;
- 7° de beschrijving van de achtergrond van de opdracht;
- 8° het type dienstverlening;
- 9° het doel van het project van de projectontwikkelaar of van de onderneming;
- 10° de datum en het factuurnummer alsook het in aanmerking komend bedrag van de factuur, exclusief BTW.;
- 11° de ondertekening van de dienstverlener of van diens wettelijke vertegenwoordiger;
- 12° de ondertekening van de projectontwikkelaar of van de onderneming;
- 13° de datum en plaats van ondertekening van het uitvoeringsverslag;
- 14° de plaats waar opleiding en dienstverlening plaatsvinden.

De dienstverlener voegt ook bij het uitvoeringsverslag de aanwezigheidslijst met datum en handtekening voor elke dienstverlening die uitgevoerd werd in het kader van de "opleidingscheque voor de oprichting van een onderneming", waarvan het model door de administratie vastgesteld wordt.

**Art. 8.** § 1. Enkel de dienstverleners erkend door de "SPW EER" mogen de dienstverleningen met betrekking tot de "opleidingscheque voor de oprichting van een onderneming" uitvoeren".

De dienstverleners worden erkend voor een maximaal urenpakket van honderdenvijf uur per projectontwikkelaar.

Een dienstverlener mag geen prestatie bedoeld in dit besluit uitvoeren voor een onderneming waarin hij op gelijk welke wijze in het beheer of de controle betrokken is.

§ 2. Overeenkomstig artikel 16, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2017, sluit de projectontwikkelaar of de onderneming een dienstverleningsovereenkomst met een dienstverlener die ten minste de volgende gegevens bevat :

- 1° de gegevens van de projectontwikkelaar of de onderneming;
- 2° de gegevens van de erkende dienstverlener;
- 3° het referentienummer van het dossier;
- 4° een uitvoerige omschrijving van de gevraagde dienstverlening en van de planning van de prestaties;
- 5° in geval van onderaanneming, de gegevens van de onderaannemer alsook de datums van dienstverlening;
- 6° de totale kosten van de dienstverlening, exclusief BTW, alsook het bedrag van de gevraagde overheidssteun, exclusief BTW, en het aandeel van de begunstigde, exclusief BTW;
- 7° de ondertekening van de dienstverlener of van diens wettelijke vertegenwoordiger;
- 8° de ondertekening van de projectontwikkelaar of van de onderneming;
- 9° de datum en plaats van ondertekening van de overeenkomst;
- 10° de plaats van de opleiding of van de coaching

**Art. 9.** Onverminderd de controle uitgevoerd door de Administratie overeenkomstig artikel 23 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, worden het toezicht en de controle van het decreet van 21 december 2016 en van zijn uitvoeringsbesluiten uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing.

#### HOOFDSTUK III. — "Adviescheque voor de oprichting van een onderneming"

**Art. 10.** De "adviescheque voor de oprichting van een onderneming" heeft tot doel de kosten te dekken die in het kader van het opstarten van een economische activiteit worden gemaakt, enerzijds door een projectontwikkelaar om hem in staat te stellen een onderneming op te richten en anderzijds door een onderneming om de stappen in verband met de oprichting ervan te consolideren en duurzaam te maken.

**Art. 11.** De in aanmerking komende kosten gedekt door de "adviescheque voor de oprichting van een onderneming" vallen onder de pijler « adviesverlening » van de elektronische portfolio van de begunstigde.

De "adviescheque voor de oprichting van een onderneming" bevat :

- 1° een oprichtingset;
- 2° een hulpmiddel « innovatie-springplank »;
- 3° een hulpmiddel "post-creatie"

De in aanmerking komende kosten die gedekt worden via de in lid 2, 1°, bedoelde oprichtingset zijn de volgende :

- 1° consultancykosten voor het uitvoeren van een haalbaarheidsstudie voor de oprichting van de onderneming;
- 2° consultancykosten voor het opmaken van een businessplan voor de oprichting van de onderneming;
- 3° consultancykosten voor het uitvoeren of het aanschaffen van een haalbaarheidsstudie voor de oprichting van de onderneming;
- 4° consultancykosten voor het vaststellen van een juridische structuur voor de oprichting van de onderneming;
- 5° consultancykosten in verband met het opstellen van een financieringsdossier met het oog op fondsenwerving in het kader van de oprichting van de onderneming;
- 6° consultancykosten in verband met het opstellen van een communicatieplan zoals voorzien in het businessplan voor de oprichting van de onderneming;

7° de kosten voor het mobiliseren en animeren van leden en investeerders in het kader van de oprichting van de onderneming.

De in aanmerking komende kosten gedekt door middel van de in lid 2, 2°, bedoelde hulpmiddel "innovatie-springplank" zijn de volgende :

1° de in het businessplan voorziene consultancykosten voor de oprichting van de onderneming die op de behoeften van de projectontwikkelaar of van de onderneming ingaan inzake validering en technologische ondersteuning, met name de productie van prototypes;

2° de in het businessplan voorziene consultancykosten voor de oprichting van de onderneming die op de behoeften van de projectontwikkelaar of van de onderneming ingaan inzake intellectuele eigendom;

3° de in het businessplan voorziene kosten in verband met consultancy en begeleiding voor de oprichting van de onderneming die op de behoeften van de projectontwikkelaar of van de onderneming ingaan inzake innovatiebeheer, met name door het gebruik van specifieke methoden voor innovatiebeheer, eventueel met inbegrip van de creatie van een economisch leefbaar minimumproduct;

4° de in het businessplan voorziene kosten voor juridisch en financieel advies voor de oprichting van de onderneming in het kader van een overdracht.

De in aanmerking komende kosten die worden gedekt via de hulpmiddel "post-creatie" bedoeld in lid 2, 3°, zijn de consultancykosten die ingaan op de specifieke behoeften die erop gericht zijn de stappen in verband met de oprichting van de onderneming te consolideren en duurzaam te maken, gedurende een post-creatieperiode die omschreven wordt als de periode van ten hoogste drie jaar vanaf de datum van registratie van de onderneming bij de KBO.

**Art. 12.** Het percentage van de steun met betrekking tot de in aanmerking komende kosten van de "adviescheque voor de oprichting van een onderneming" bedraagt tachtig procent.

Het totale bedrag van de overheidssteun die over een periode van drie jaar per begunstigde wordt toegekend in het kader van de "adviescheques voor de oprichting van een onderneming" is beperkt tot 15.000 euro.

De toegekende overheidssteun per begunstigde is beperkt tot zesendertig maanden vanaf de datum van ontvankelijkheid van het eerste dossier.

De dienstverleningen moeten binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

**Art. 13.** Bij de indiening van het dossier zijn de volgende documenten nodig :

1° de door het platform gegenereerde chequeaanvraag;

2° de door het platform gegenereerde overeenkomst tussen begunstigde en dienstverlener. Deze kan aangevuld worden met elementen die specifiek zijn voor de gevraagde steun;

3° het de-minimisattest;

4° het KMO attest.

Bij het afsluiten van het chequedossier omvat het dossier de volgende documenten :

1° het door het platform gegenereerde prestatieverslag. Dit kan aangevuld worden met elementen die specifiek zijn voor de gevraagde steun;

2° de factuur van de dienstverlener.

De aanvraag ingediend door een projectontwikkelaar moet de documenten in § 1, 3° en 4° niet omvatten.

**Art. 14.** Enkel de dienstverleners die door de "SPW EER" gelabeld zijn, na advies van het referentiecentrum en, in voorkomend geval, van een specifiek adviescentrum, overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 21 december 2016 en de artikelen 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, mogen de dienstverleningen in verband met de "adviescheque voor de oprichting van een onderneming" uitvoeren.

Een dienstverlener mag geen prestatie bedoeld in dit besluit uitvoeren voor een onderneming waarin hij op gelijk welke wijze in het beheer of de controle betrokken is.

**Art. 15.** In het kader van de "adviescheque voor de oprichting van een onderneming" voegt de dienstverlener bij zijn factuur een executieverslag dat minstens de volgende gegevens bevat, naast de minimelementen bedoeld in artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 :

1° de gedetailleerde planning van de werkelijke dagen van dienstverlening;

2° in geval van onderaanneming, de gegevens van de onderaannemer alsook de datums van dienstverlening;

3° in voorkomend geval, een onderscheid tussen de dienstverleningen die in het kader van de overeenkomst uitgevoerd worden en die die buiten de overeenkomst uitgevoerd worden, zoals met name reiskosten;

4° de vermelding :

"Het bedrag van..... euro, dat overeenkomt met chequenr. [chequenummer], zal worden betaald door de uitgever van de cheque, verdeeld tussen een overheidssteun van..... euro en een aandeel betaald door de begunstigde van..... euro.

Het te betalen saldo bedraagt dus..... euro en komt overeen met..... (bijv. : BTW, reiskosten,...)."

**Art. 16.** Overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuursinstellingen, kan de "SPW EER", in het kader van de controle en de invordering als bedoeld in afdeling 6 van hoofdstuk 1 van het decreet van 21 december 2016, elk nuttig document opvragen dat bewijst dat de steun gebruikt wordt voor de doeleinden waarvoor hij wordt toegekend.

#### HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

**Art. 17.** Het ministerieel besluit van 8 maart 2017 tot gedeeltelijke uitvoering, inzake economie, innovatie en digitale technologieën, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding

van diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 4 juli 2017 en 21 december 2017, wordt opgeheven.

**Art. 18.** In het ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake beroepsopleiding, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, wordt wat volgt opgeheven :

- 1° artikel 2, 9°;
- 2° artikelen 3 en 4.

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking op 8 april 2019.

Namen, 4 april 2019.

P.-Y. JEHOLET

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202949]

**4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière de croissance et développement de l'entreprise, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3, 4, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré**

Le Ministre de l'Economie,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1<sup>er</sup>, § 3, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, et § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, 10, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, et § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 11, 12, 14, alinéas 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 5, 6 et 20;

Vu le rapport du 12 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 31 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 5 février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1° le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3° le SPW EER : le Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche;

4° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016, accessible à l'adresse [www.cheques-entreprises.be](http://www.cheques-entreprises.be);

5° l'entreprise : l'entreprise définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016 et ne relevant pas des secteurs suivants :

- a) le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL : 03.);
- b) le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL : 01.1 à 01.5).

6° la valeur ajoutée : l'effet de levier généré sur l'économie wallonne ou le résultat positif de prestations de services qui permettent d'atteindre des objectifs en termes de transformation profonde et durable d'entreprises, d'accroissement de leurs performances, d'expansion ou de diversification de leurs activités, idéalement accompagné de création d'emploi et de croissance du chiffre d'affaires.